

Les crédits

J'ai toujours été surpris de voir que tout en votant contre ces réductions de dépenses, les libéraux prenaient la parole durant la période des questions pour critiquer le gouvernement à cause de la dette nationale qui, disaient-ils, avait doublé depuis que le gouvernement était au pouvoir, alors qu'ils votaient contre les mesures de compression.

Il est intéressant de noter que, par ailleurs, ils oublient entièrement que lorsqu'ils étaient au pouvoir, durant la dernière période de règne libéral, la dette nationale n'a pas doublé, elle a décuplé et même plus. Nous avons cependant tendance à oublier ces choses, ce qui semble être une caractéristique propre aux députés. Nous ne sommes pas ici pour tenter de trouver des solutions sérieuses aux problèmes, mais pour nous faire du capital politique durant les débats, pour afficher notre parti pris. Le gouvernement est favorable à tout, tandis que l'opposition, elle, est contre tout.

J'ai également remarqué autre chose depuis neuf ans. Chaque année et pratiquement chaque jour, je reçois des lettres de Canadiens. J'en ai récemment reçu une du président de l'équipe nationale de ski alpin. Sa lettre est typique des autres que je reçois presque quotidiennement depuis neuf ans. J'ai reçu dernièrement une lettre de chacune de nos équipes de sport amateur. J'en avis une pile de près d'un pied d'épaisseur, et elles étaient toutes très semblables.

Je me permets de citer la lettre du président du Club de ski alpin, M. James Miles: «Monsieur, en tant que contribuable, je suis préoccupé par le déficit. En tant que président du Club de ski alpin du Canada, je suis inquiet de la réduction des fonds prévue dans le mini-budget du ministre des Finances. Je suis conscient de l'obligation où se trouve le gouvernement d'agir de façon responsable, mais je tiens à faire remarquer que les investissements dans le sport et dans le conditionnement physique rapportent quelque chose. Je vous demande instamment de supporter les efforts en vue de maintenir les niveaux actuels de financement des programmes canadiens de sport.»

Il s'agit là d'une lettre typique, qui illustre également pourquoi il est si difficile, et plus tôt dit que fait, de réduire ces dépenses dont nous entendons parler chaque jour et au sujet desquelles nous recevons des plaintes de temps à autre, en fait de façon presque constante.

• (1230)

Le 22 avril, je lisais dans le journal *The Toronto Star* un article du chroniqueur des affaires nationales, M^{me} Carol

Goar, qui m'a rappelé la lettre récente de M. Miles, de l'équipe nationale de ski alpin. En effet, le titre de l'article faisait état d'un montant de près d'un demi-million de dollars versés à l'Association de tennis de table. L'auteur de l'article remettait sérieusement en question le bien-fondé de cette dépense. Je me serais certes aussi posé des questions, mais en lisant l'article, je me suis aussitôt rappelé les plaidoyers de M. Miles et de tous ces jeunes engagés dans toutes ces saines activités au Canada. Tous sont atterrés par les réductions de dépenses jugées nécessaires à cause du déficit et de la dette nationale.

Dans son article, M^{me} Carol Goar cite de nombreux autres exemples. Elle fait allusion, entre autres, à l'Institut de la fourrure du Canada, organisme financé par le gouvernement du Canada pour aider à promouvoir le commerce de la fourrure et les activités des autochtones canadiens qui sont trappeurs et qui risquent de voir leur gagne-pain disparaître par suite de la campagne européenne antifourrure prévue en 1996.

C'est ce qui explique l'appui qui est donné à l'Institut de la fourrure du Canada et l'on peut certes imaginer les problèmes que susciterait la disparition de ce commerce. Nous entendrions les protestations de ceux qui s'inquiètent, avec raison, du sort des autochtones de Davis Inlet, qui sont isolés et qui ne possèdent ni les ressources financières ni la base d'une économie. Ils nous accuseraient d'éliminer l'unique gagne-pain de ces autochtones. Voilà le but du financement de l'Institut de la fourrure du Canada, c'est pour leur venir en aide.

M^{me} Goar mentionne également l'Association des consommateurs du Canada, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et la Fédération pour le planning des naissances. D'après moi, ce sont tous des organismes que beaucoup de Canadiens sont prêts à appuyer et dont ils s'inquiéteraient si le financement était réduit, comme il l'est d'ailleurs. Je crois que je ne tarderai pas à recevoir d'autres lettres comme celle que m'a fait parvenir l'équipe nationale de ski alpin pour protester contre les coupes proposées.

Dans son article, M^{me} Goar fait aussi allusion au Congrès du Travail du Canada qui bénéficie d'un financement important. Je le sais parce que les bureaux de la Fédération du travail de l'Ontario se trouvent dans ma circonscription. Je sais que l'argent sert à lutter contre l'analphabétisme dans le milieu de travail et que tous les députés s'inquiéteraient beaucoup si nous décidions soudain d'éliminer ce financement.